



Kosovo : accès aux soins psychiatriques

Berne, le 2 septembre 2024

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Courriel : info@osar.ch
Site web : www.osar.ch
IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2024 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	Les soins de santé mentale au Kosovo	4
2.1	Disponibilités des soins de santé mentale	5
2.2	Traitement de la schizophrénie paranoïde	6
2.3	Disponibilité et coûts de médicaments spécifiques	7
2.4	Couverture des traitements et des médicaments	8

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelles sont les possibilités de prise en charge des personnes souffrant de schizophrénie paranoïde au Kosovo ?
2. Les coûts des soins psychiatriques sont-ils pris en charge, même partiellement, par un programme étatique ?
3. Les médicaments suivants, ou des équivalents contenant la même substance active, sont-ils disponibles ? Si oui, à quel coût ?
 - a. Prazine (promazine chlorhydrate)
 - b. Temesta (lorazépam)
 - c. Akineton (bipéridène)
 - d. Valium (diazépam)
 - e. Metformin (metformine)
 - f. Depakine (valproate de sodium)
 - g. Xeplion (palipéridone)

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements au Kosovo depuis plusieurs années¹. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des experts externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Les soins de santé mentale au Kosovo

Système de santé au Kosovo. Le système de santé du Kosovo est structuré en soins primaires, secondaires et tertiaires. À Prishtina, les soins primaires sont assurés par 13 centres de médecine familiale et 15 unités ambulatoires. Les soins secondaires sont fournis par sept hôpitaux régionaux, chacun comptant jusqu'à 500 lits, dans les régions de Ferizaj, Gjakova, Gjilan, Peja, et Prizren, avec deux hôpitaux à Mitrovica. À Prishtina, le Centre clinique universitaire du Kosovo (UCCK), principal établissement de santé publique du pays, s'occupe des soins secondaires et tertiaires. L'UCCK supervise également 15 cliniques. Des services à domicile sont disponibles pour les personnes en situation de vulnérabilité. Enfin, de nombreuses cliniques privées complètent le système². Les services de santé dans les régions à majorité serbe, au nord du pays, font partie du système de santé serbe³.

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

² International Organization for Migration (IOM) / Zentralstelle für Informationsvermittlung zur Rückkehrförderung (ZIRF), Kosovo Country Fact Sheet 2022, 2022, p. 4 : https://files.returningfromgermany.de/files/CFS_2022_Kosovo_EN.pdf.

³ Norwegian Country of Origin Information Centre (Landinfo), Kosovo; Helsevesenet, 3 mars 2023, p. 16 : www.ecoi.net/en/file/local/2091074/Kosovo-temanotat-Helsevesenet-03032023.pdf.

Qualité des soins insuffisante et manque croissant de personnel soignant. Le Kosovo fait face à un déficit croissant en personnel médical. Les professionnels de la santé quittent le pays depuis plusieurs années à la recherche de meilleures opportunités, une tendance qui aurait été facilitée par la libéralisation des visas en janvier 2024⁴. Dans son rapport annuel de 2022, publié en mars 2023, l'*Ombudsperson Institution in Kosovo* (OIK), institution indépendante établie par la *Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo* (MINUK), souligne que le secteur de la santé publique manque encore de fournitures régulières en médicaments essentiels, de produits médicaux et d'équipements, y compris le matériel médical à usage unique⁵. Dans un rapport publié en 2022, le *Human Rights Network* (HRN), un groupe de 37 ONG kosovares, explique que malgré des progrès significatifs en termes d'accès aux services de santé, la qualité des soins au Kosovo reste préoccupante⁶.

2.1 Disponibilités des soins de santé mentale

Possibilités de soins et de suivis en santé mentale. Des départements psychiatriques se trouvent dans les hôpitaux régionaux de Prizren, Peja, Gjakova, Ferizaj, Gjilan, et Mitrovica, ainsi qu'à l'UCCK à Prishtina. Il y a également une institution spécialisée pour les patient·e·s souffrant de troubles psychiques chroniques à Shtime⁷, ainsi que des centres de santé. Ces centres proposent des conseils, des activités de jour, ainsi que des thérapies individuelles, de groupe et familiales, avec des équipes mobiles pour couvrir leur région. Les patient·e·s y sont suivi·e·s par des psychiatres, des professionnel·le·s du social, et des infirmier·ère·s spécialisé·e·s⁸. Des services résidentiels existent aussi dans des maisons d'intégration communautaire, chacune accueillant jusqu'à dix résident·e·s et fournissant des soins de santé à long terme pour les patient·e·s atteint·e·s de troubles psychiques chroniques⁹. Les patient·e·s nécessitant un suivi à long terme peuvent être hébergé·e·s dans des logements protégés à Fushë Kosovë, Gjakova, Gllgovc, Prizren, Mitrovica, Gjilan, Ferizaj et Peja. Ces institutions, sous l'autorité du ministère de la Santé, offrent des soins 24h/24 et accueillent chacune environ dix résident·e·s¹⁰.

Peu de soutien et soins qui restent limités pour les personnes atteintes dans leur santé mentale. Le nombre total de professionnel·le·s de la santé mentale dans les services publics de santé mentale au Kosovo serait de 160, et dans les soins extrahospitaliers de 190, soit 18,57 employé·e·s pour 100 000 habitant·e·s¹¹. Une étude, publiée par *Frontiers in*

⁴ Kosovo Online, Selmani: Healthcare workers have been leaving Kosovo for years due to low salaries, 18 February 2024 : <https://www.kosovo-online.com/en/news/politics/selmani-healthcare-workers-have-been-leaving-kosovo-years-due-low-salaries-18-2-2024> ; Human Rights Network (HRN), Civil society report on human rights in Kosovo in 2021, mai 2022, p.34 : <https://unmik.unmissions.org/file/159573/download?token=l2-nvxnn>.

⁵ Ombudsperson Institution in Kosovo (OIK), Annual report 2022, 31 mars 2023, p.78 : <https://oik-ks.org/en/2023/03/31/annual-report-2022/>.

⁶ Human Rights Network (HRN), Civil society report on human rights in Kosovo in 2021, mai 2022, p.34 : <https://unmik.unmissions.org/file/159573/download?token=l2-nvxnn>.

⁷ Landinfo, Kosovo; Helsevesenet, 3 mars 2023, p. 15: <http://www.ecoi.net/en/file/local/2091074/Kosovo-tema-notat-Helsevesenet-03032023.pdf>.

⁸ Ibid., p. 16.

⁹ Ibid., pp. 14-15.

¹⁰ Ibid., p. 19.

¹¹ Zamira Hyseni Duraku, Holly Davis, Era Hamiti, Mental health, study skills, social support, and barriers to seeking psychological help among university students: a call for mental health support in higher education,

Psychology, rapporte que l'approche du traitement des troubles de la santé mentale au Kosovo est essentiellement médicale. Les services de conseil sont relativement nouveaux et sont principalement proposés par des cabinets privés. Les connaissances de la population kosovare en matière de santé mentale restent faibles, et la stigmatisation des personnes cherchant une aide psychologique est une difficulté supplémentaire pour elles¹². Un article du média kosovar *Koha* souligne que les personnes concernées par des troubles de la santé mentale au Kosovo sont traitées dans des institutions publiques surchargées aux capacités limitées, ou dans des établissements privés sans supervision, avec des séances coûteuses. Lors d'une entrevue avec *Koha*, Sami Rexhepi, directeur du Centre de Santé Mentale à Prishtina, explique que les cas graves sont pris en charge par les services de psychiatrie de l'UCCK. Les centres régionaux de santé mentale accueillent les cas plus légers, comme les personnes souffrant d'anxiété et de dépression, bien que leurs capacités soient limitées¹³.

2.2 Traitement de la schizophrénie paranoïde

Nouveaux examens nécessaires et consultations au Kosovo. Le 12 août 2024, le psychiatre rencontré au Kosovo par la *personne de contact B* de l'OSAR, défenseur des droits humains dans la région des Balkans, a expliqué que les personnes atteintes de schizophrénie sont souvent décrites comme ayant un comportement imprévisible, pouvant manifester de la violence envers leur famille, leurs voisins, ou envers les médecins qui les soignent. Une personne atteinte de schizophrénie possédant un rapport médical établi en Suisse devra se soumettre à un nouvel examen médical au Kosovo. Le psychiatre recommande également qu'elle apporte ses médicaments habituels pour les présenter à ses médecins au Kosovo. Les examens médicaux incluront des consultations avec un psychiatre et un psychologue. Sur la base des différents avis obtenus en Suisse et au Kosovo, la personne sera orientée vers une clinique adaptée pour recevoir le traitement médical nécessaire. Le psychiatre a souligné que ces cas nécessitent généralement une période de suivi et de traitement prolongée, impliquant un séjour potentiellement long dans une institution psychiatrique¹⁴. Selon la *personne de contact C* de l'OSAR, psychiatre au Kosovo, il n'y aurait pas de liste d'attente dans le secteur public pour une personne souffrant de schizophrénie paranoïde pour consulter un psychiatre au Kosovo. Il peut, cependant, y avoir quelques jours d'attente pour obtenir un rendez-vous avec un psychologue dans un établissement de santé public. Si un cas de schizophrénie paranoïde a été diagnostiqué chez un·e patient·e, le traitement est gratuit dans les établissements de santé publics¹⁵. Dans le secteur privé, une séance chez un psychologue coûte au

18 octobre 2023, p. 3 : https://www.researchgate.net/publication/374783039_Mental_health_study_skills_social_support_and_barriers_to_seeking_psychological_help_among_university_students_a_call_for_mental_health_support_in_higher_education.

¹² Zamira Hyseni Duraku, Genta Jahiu, Donjeta Geci, Intergenerational trauma and war-induced PTSD in Kosovo: insights from the Albanian ethnic group, 10 août 2023, p. 2 : <https://www.frontiersin.org/journals/psychology/articles/10.3389/fpsyg.2023.1195649/full>.

¹³ *Koha*, Limited mental health services, 16 décembre 2023 : <https://www.koha.net/en/arberi/402699/sherbimet-e-kufizuara-per-shendetin-mendor>.

¹⁴ Renseignement par courriel du 12 août 2024 de la personne de contact B de l'OSAR, défenseur des droits humains dans la région des Balkans collaborant avec plusieurs ONG.

¹⁵ Renseignement par courriel du 21 août 2024 de la personne de contact C de l'OSAR, psychiatre au Kosovo.

minimum entre 25 et 40 euros (23.50 et 37.60 francs suisses)¹⁶, selon les sources¹⁷. Une séance chez un psychiatre coûte environ 50 euros (47 francs suisses)¹⁸.

2.3 Disponibilité et coûts de médicaments spécifiques

Accès aux médicaments limités. Le *Bureau central d'information sur l'aide au retour* (ZIRF) de l'Office fédéral allemand des migrations et des réfugiés (BAMF), rapporte que la majorité des médicaments au Kosovo sont importés, et que les ruptures de stock de médicaments, mêmes essentiels, sont fréquentes, également dans les établissements de santé publics¹⁹. Selon *Landinfo*, les pharmacies privées pourraient importer certains médicaments²⁰, mais à un prix élevé²¹. Toutefois, l'accès aux traitements spécialisés reste difficile au Kosovo. Selon la *personne de contact C*, des médicaments contenant les principes actifs des médicaments Temesta, Akineton, Valium, Metformin, et Depakine sont disponibles au Kosovo. Ce n'est pas le cas pour les médicaments Prazine et Xeplion²². La *personne de contact B* s'est rendue spécialement pour cette recherche dans les trois plus importantes pharmacies de Prizren. Cependant, aucun des médicaments spécifiquement recherchés (Prazine, Temesta, Akineton, Valium, Metformin, Depakine et Xeplion) ne serait disponible dans ces pharmacies, ni même au Kosovo en général. D'après les pharmaciens, ces médicaments ne seraient disponibles qu'à Belgrade, en Serbie²³. La *personne de contact B* s'est donc rendue en Serbie pour vérifier la disponibilité de ces médicaments et connaître leur prix. L'endroit le plus proche où ces médicaments sont disponibles est Niš, à quatre heures de route de Prizren. Toutefois, les pharmacies serbes n'acceptent que les ordonnances ou rapports médicaux obtenu·e·s à la suite d'un examen dans une institution médicale serbe. Ces médicaments peuvent être trouvés sur la rue Kazandzijsko sokace, à la pharmacie Dona ou à la pharmacie Benu, en face de l'hôpital de Niš. La *personne de contact B* précise que les médicaments mentionnés sont encore assez rares en Serbie. De plus, ils sont souvent prescrits sous des noms différents, selon le fabricant ou la production pharmaceutique du pays²⁴. La *personne de contact B* s'est également entretenue avec trois pharmacies, Benu, Humana, et Pharma, mais aucun employé·e n'a souhaité fournir plus d'informations sur les dosages disponibles de ces médicaments, ni sur les noms sous lesquels ils sont vendus en Serbie, invoquant des raisons de sécurité²⁵.

¹⁶ Selon le taux de change du 2 septembre 2024.

¹⁷ Kosova Press, "Je ne peux pas aller chez le psychologue car deux séances coûtent 80 euros", août 2024 : <https://kosovapress.com/fr/nuk-mundem-te-shkoj-te-psikologu-sepse-dy-seanca-80-euro> ; Koha, Limited mental health services, 16 décembre 2023 : <https://www.koha.net/en/arberi/402699/sherbimet-e-kufizuara-per-shendetin-mendor>.

¹⁸ Koha, Limited mental health services, 16 décembre 2023 : <https://www.koha.net/en/arberi/402699/sherbimet-e-kufizuara-per-shendetin-mendor>.

¹⁹ Zentralstelle für Informationsvermittlung zur Rückkehrförderung (ZIRF), Kosovo - Country Fact Sheet 2022, février 2023, p.5 : https://files.returningfromgermany.de/files/CFS_2022_Kosovo_EN.pdf

²⁰ Landinfo, Kosovo; Helsevesenet, 3 mars 2023, p. 12.

²¹ ZIRF, Kosovo - Country Fact Sheet 2022, février 2023, p.5.

²² Renseignement par courriel du 21 août 2024 de la personne de contact C de l'OSAR.

²³ Renseignement par courriel du 7 août 2024 de la personne de contact B de l'OSAR.

²⁴ Renseignement par courriel du 8 août 2024 de la personne de contact B de l'OSAR.

²⁵ Renseignement par courriel du 20 août 2024 de la personne de contact B de l'OSAR.

La *personne de contact B* a néanmoins pu obtenir les prix de ces médicaments en Serbie (valables au 7 août 2024) :

- Prazine, 2100 dinars serbes (16.85 francs suisses) ;
- Temesta, 1470 dinars serbes (11.80 francs suisses) ;
- Akineton, 800 dinars serbes (6.40 francs suisses) ;
- Valium, 1300 dinars serbes (10.45 francs suisses) ;
- Depakine, 420 dinars serbes (3.40 francs suisses) ;
- Xeplion, 915 dinars serbes (7.35 francs suisses) ;
- Metformin, le prix varie en fonction du dosage en milligrammes, mais en règle générale, une boîte coûte entre 98 et 150 dinars serbes (0.80 et 1.20 francs suisses)²⁶.

2.4 Couverture des traitements et des médicaments

Couverture médicale ne prenant souvent pas en charge les médicaments. Les personnes qui ont un emploi bénéficient d'une assurance médicale de base au Kosovo²⁷. Cependant, le pays ne bénéficie toujours pas d'un système d'assurance maladie complet, malgré l'adoption en 2014 de la loi n° 04/L249 sur l'assurance maladie²⁸. Selon la fondation *Friedrich-Ebert-Stiftung*, il n'existe pas d'assurance maladie publique au Kosovo²⁹. Il est possible de contracter une assurance auprès de compagnies d'assurance privées. Cependant, ces dernières, dont les frais d'assurés se situent entre 35 et 45 euros (32.90 et 42.30 francs suisses), sont trop onéreuses pour une grande partie de la population. L'ONG *The Borgen Project* rapporte qu'en 2016, environ 6 % des personnes kosovares avaient une assurance maladie privée. Étant financièrement inaccessibles, ces souscriptions laissent de nombreuses personnes sans assurance maladie. Le coût des soins de santé au Kosovo demeure souvent prohibitif, en particulier pour plus de 20 % de la population kosovare étant en situation de pauvreté³⁰. Les personnes rapatriées auraient droit à des services gratuits et, en cas de vulnérabilité, elles pourraient être exemptées de paiements³¹.

Le Kosovo dispose d'une « liste de médicaments essentiels »³² basée sur les recommandations de l'*Organisation mondiale de la Santé* (OMS). Ces médicaments devraient être disponibles dans les pharmacies publiques et les hôpitaux, gratuitement ou payables avec une participation de la part des patient·e·s. Selon *Landinfo*, dans la pratique, les médicaments doivent souvent être achetés par les patient·e·s³³. À la suite de son entretien avec un psychiatre, la *personne de contact B* indique que la personne atteinte de schizophrénie devrait souscrire à une assurance maladie au Kosovo. Selon la *personne de contact B*, si elle dispose

²⁶ Renseignement par courriel du 8 août 2024 de la personne de contact B de l'OSAR.

²⁷ ZIRF, Kosovo - Country Fact Sheet 2022, février 2023, p.5.

²⁸ Kosova Democratic Institute – Transparency International Kosova, National integrity system assessment – Kosovo, mars 2024, p. 16: <https://kdi-kosova.org/wp-content/uploads/2024/03/01-NIS-Report-Eng-Draft-06.pdf>.

²⁹ Friedrich-Ebert-Stiftung, Social Welfare State, sans date (consulté le 19 août 2024): <https://kosovo.fes.de/topics/social-welfare-state.html>.

³⁰ The Borgen Project, An Overview of Healthcare in Kosovo, 21 août 2020: <https://borgenproject.org/healthcare-in-kosovo/>.

³¹ IOM/ZIRF, Kosovo Country Fact Sheet 2022, 2022, p. 5.

³² IOM, Drugs for Primary Health Care in Kosovo (IOM Medical), 18 septembre 1999 : <https://reliefweb.int/report/serbia/drugs-primary-health-care-kosovo-iom-medical>.

³³ Landinfo, Kosovo; Helsevesenet, 3 mars 2023, p. 11.

d'une carte d'identité kosovare, elle peut obtenir une assurance maladie auprès du ministère de la Santé, ce qui lui permettrait de bénéficier gratuitement des examens médicaux et des traitements. Toutefois, les médicaments doivent être achetés séparément, ce qui constitue souvent la part la plus coûteuse du traitement. Si une personne n'a pas les moyens financiers pour se procurer ses médicaments, elle ne peut bénéficier d'aucune aide financière au Kosovo, à moins de pouvoir compter sur le soutien financier de sa famille sur place³⁴. Selon la *personne de contact B*, l'État serbe peut prendre en charge 50 % des coûts de certains médicaments pour les patient·e·s en situation de précarité.

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faîtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.

³⁴ Renseignement par courriel du 12 août 2024 de la personne de contact B de l'OSAR.